Numérisation CERMTRI

Le P.C.I. ne participera pas aux élections truquées

Déclaration du Comité Central

POUR les partis ouvriers révolutionnaires, la tribune parlementaire et les campagnes électorales n'ont jamais été, qu'un moyen, dans les limites, relatives, de la démocratie bourgeoise, d'exposer aux travailleurs une politique de classe et avant tout de les appeler à s'organiser pour abattre le régime capitaliste par les méthodes de la Révolution.

Les trotskystes, comme les travailleurs, savent que d'une façon ou d'une autre, à l'aide de combines, de manœuvres et même, le cas échéant, par la force, les capitalistes ont toujours réussi à dominer les parlements.

LE BULLETIN DE VOTE NE RÈGLE PAS LES PROBLEMES DES TRAVAILLEURS

En 1946 et en 1951, les trotskystes ont présenté des listes dans diverses circonscriptions. Ils ont participé aux campagnes électorales, dans le seul but d'appeler les travailleurs à s'organiser pour combattre la bourgeoisie. Les trotskystes ont dénié à ces élections et au bulletin de vote la capacité de régler les problèmes qui se posent aux travailleurs. Le Parlement bourgeois étant incapable par nature de répondre aux aspirations des masses populaires, c'est par l'action de classe que peuvent être arrachés le Pain, la Paix et la Liberté.

Les trotskystes ont-ils eu raison, quand participant aux élections en 1946 et en 1951 ils appelaient ainsi les travailleurs à se prononcer pour le programme révolutionnaire ?

Les dirigeants du Parti Socialiste et du PCF ont-ils eu raison, et ont-ils encore raisons quand ils expliquaient en 1946 et en 1951 et quand ils expliquent en 1955 que le bulletin de vote représente l'arme essentielle des travailleurs ?

En d'autres termes, la classe ouvrière peut-elle et doit-elle accepter que son sort soit lié à la « majorité de gauche » que sous une forme ou sous une autre, Guy Mollet et Thorez appellent de leurs vœux ?

Majorité de gauche ? Mais dans l'Assemblée Constituante, députés socialistes et PCF représentaient la majorité absolue. Jusqu'en mai 1947, dirigeant SFIO et PCF ont collaboré à des ministères tripartites avec le MRP. Bilan sommaire :

1945 : Massacres de Setif et de Guelma. 50.000 Algériens assassinés. Maurice Thorez est vice-président du Conseil.

Décembre 1946-janvier 1947 : La guerre d'Indochine débute avec un ministère dans lequel Thorez est toujours vice-président du Conseil, Moutet étant ministre « socialiste » des Colonies.

C'est la période du blocage des salaires, de la hausse des prix, de la grève qualifiée « arme de classe des trusts ». C'est la période du « Produire d'abord ».

La suite... 1948, massacres de 80.000 personnes à Madagascar, assassinat du mineur Barlier (Jules Moch étant ministre « socialiste » de l'Intérieur.) c'est la scission syndicale et le Plan Marshall.

Tel est le bilan d'une législature où les travailleurs avaient pourtant envoyé une majorité de « gauche », formée en bonne part de députés socialistes et PCF.

⁂

L'Assemblée Nationale élue en 1951, avec l'escroquerie des apparentements préparée par la Chambre de « gauche » de 1946 n'a fait qu'approfondir cette politique de misère et de guerre. Le poste le plus notable du bilan de cette législature restera certainement le déclenchement de la guerre d'Algérie le 1er novembre 1954 avec un gouvernement Mendès-France investi avec les voix des députés socialistes et PCF.

LE P.C.F. ET LE P.S. SE SONT COMPLETEMENT INTEGRES AU SYSTEME PARLEMENTAIRE

C'est un fait : le PCF et le PS, plutôt que d'utiliser l'Assemblée Nationale comme tribune pour appeler les travailleurs à la lutte contre leurs ennemis de classe se sont complètement intégrés au système parlementaire. Dans les dernières semaines, avant la dissolution, députés socialistes et PCF se sont prêtés à toutes les combines, à toutes les manœuvres parlementaires ourdies aussi bien par Mendès-France que par Ed. Faure pour duper le peuple de France.

C'est un fait, les chefs de la SFIO et du PCF entendent aller plus loin encore dans la voie de la collaboration de classes.

Le CC du PCF vient officiellement de prononcer l'apparentement au Parti Radical de Mendès-France qui a fait voter les Accords de Paris et déclenché la guerre d'Algérie, au Parti Radical de Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur du gouvernement E. Faure, responsable de l'Etat d'urgence, de l'envoi du contingent en Algérie et de l'assassinat du jeune ouvrier nantais Jean Rigollet le 17 août 1955.

Le Conseil National de la SFIO accepte, quant à lui, l'apparentement avec le Parti Radical.

Par ces alliances qu'ils appellent de leurs vœux, les dirigeants socialiste et PCF démontrent que leurs objectifs électoraux ne sont pas conformes aux intérêts des masses populaires qui veulent

— la fin de la guerre d'Algérie,
— le retour du contingent,
— la satisfaction de leurs justes revendications.

Les travailleurs veulent combattre. Sans se soucier autrement des répercussions « parlementaires » de leurs luttes, ils ont déclenché la grève générale d'août 53.

Partout dans les combats engagés depuis, les travailleurs ont compris que les moyens « parlementaires » ne sont pas adaptés aux exigences de leurs actions.

Les métallos de St-Nazaire et de Nantes se soucient bien de la légalité, en occupant les bureaux de direction, en manifestant dans les rues, en se battant avec les CRS !

Les travailleurs d'Albi se soucient bien de l'ordre bourgeois, quand en pleine nuit ils ont occupé la Préfecture du Tarn. Quant aux jeunes travailleurs sous l'uniforme, à la Gare de Lyon, à Rouen, à Frèjus ou à Versailles ou sur les Champs-Elysées, ils ont compris en manifestant dans la rue aux cris de « Les civils avec nous » que leur sort n'est pas entre les mains des députés.

⁂

Aujourd'hui, la bourgeoisie prise à la gorge par la Révolution en Afrique du Nord et par le mécontentement grandissant du peuple de France qui à un moment ou un autre se transférera nécessairement dans la rue et dans la grève générale, tente une suprême manœuvre. Partisans ou non des élections brusquées, tous les partis, et également le PCF et le Parti Socialiste, entendent faire croire au pays que le seul moyen de faire entendre sa voix est et reste les élections.

C'est un mensonge pur et simple. L'expérience de ces dix dernières années représente la démonstration vivante que la solution aux problèmes qui se posent à la classe ouvrière et aux peuples opprimés par l'impérialisme français ne réside pas au Parlement.

C'est dans la grève générale,

C'est par les manifestations de rue,

C'est par les méthodes de la Révolution que les travailleurs peuvent en finir avec ce régime de guerre, de misère, de corruption et de répression.

En s'opposant avec ténacité à ce que le peuple de France utilise ces méthodes de lutte, les seules efficaces, en cherchant à tout prix à faire bloc avec les partis bourgeois, les dirigeants SFIO et PCF freinent la mobilisation de la classe ouvrière et de toutes les couches exploitées de ce pays contre le sanglant régime capitaliste.

(Suite page 2.)

N° 384 — 9 Décembre 1955 "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS" HEBDOMADAIRE - 20 fr.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr. Etranger 1 an : 1.200 fr. C.C.P. 814 de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Voter Mendès-gauche ou Faure-droite ? NON !

Action générale des travailleurs

LA campagne électorale s'est ouverte par le Conseil national de la S.F.I.O. du 6 décembre. Jusque-là prudents, les autres partis vont pouvoir définir leurs positions et conclure leurs apparentements en fonction des décisions prises par le Parti de Guy Molet.

⁂

A l'heure de la détente, de la « coexistence pacifique » et de la réintégration du P.C.F. dans le circuit parlementaire, le Parti Socialiste est une pièce maîtresse... de la politique bourgeoise française.

Contre la volonté de lutte des masses, contre les aspirations révolutionnaires des opprimés de France et d'Afrique du Nord, les partis ouvriers sont le rempart essentiel et ultime dont dispose la bourgeoisie. Le P.C.F. a fait ses preuves en août-septembre à Nantes, à Rouen et à Paris ; sa « bonne volonté » est garantie. Mais il est utile dans la mesure où l'on peut le maintenir pour l'instant à l'écart des combinaisons gouvernementales et parlementaires, et, continuer à utiliser électoralement auprès des petits bourgeois le « coup de Prague ». Où ne lui demande que ses voix au Parlement : il ne les a refusées ni à M. Mendès-France, ni à M. Edgar Faure.

La bourgeoisie française a besoin de faire avaliser sa politique par un parti « ouvrier démocratique » — en cas de besoin elle fera faire cette politique par lui comme en 36. La S.F.I.O. est toute désignée : il faut donc sauvegarder l'avenir, éviter la rupture entre elle et les partis bourgeois.

⁂

C'est là le grave inconvénient du « coup de la dissolution » et de la tactique Faure-Teitgen-Pinay. Essentiellement commandée par le désir d'un règlement de comptes avec Mendès et ses proches, cette tactique a éloigné la S.F.I.O. du centre-droit et compromis son retour imminent au pouvoir.

Momentanément, l'esprit de vengeance l'a emporté : d'abord liquider Mendès.

⁂

Simple querelle de famille au sein du Parti Radical, redevenu le parti le plus caractéristique de la bourgeoisie française, le Parti de René Mayer (Rotschild), de Borgeaud (Algérie) et de bien d'autres représentants essentiels du grand capital. Entre Mendès et Faure, il n'y a aucune opposition politique fondamentale. A sa récente conférence de presse, Faure faisait remarquer qu'il avait mené à l'achèvement la politique tunisienne de Mendès, trouvé une « solution pacifique » au Maroc, ce que Mendès avait refusé de faire, et que c'était Mendès qui avait commencé la guerre en Algérie ! Aucun des « mendésistes » présents ne répliqua... et pour cause !

Le seul espoir de Mendès est de recréer à son profit le « mythe » de la gauche. Son « Front Populaire », sa démagogie anti-fasciste cherchent désespérément à créer l'illusion que cette bataille de crabes est une bataille de la « gauche » contre la « droite ». Drôle de gauche dont les lieutenants s'appellent Chaban-Delmas, le R.P.F., l'un des membres éminents de cette extrême-droite de 51 (contre qui furent faits à l'époque les apparentements radicaux-socialistes-M.R.P.-Indépendants) devenue, à miracle, la gauche de 1955. Drôle de gauche qui unit Mitterrand (en Algérie, la seule négociation, c'est la guerre), Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur de M. Faure et Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie.

⁂

Tout cela, c'est du baratin. Après les décisions de la S.F.I.O. (pas d'apparentement avec le P.C., apparentements avec les « mendésistes » à tout prix), la situation s'est éclaircie — si l'on peut dire ! Il n'y aura d'apparentements qu'au gré des nécessités locales. Le Parti Radical, malgré ses rudes (ou avec son assentiment...) a renvoyé sine die son comité exécutif. C'est-à-dire que ses Fédérations agiront sur le plan départemental au mieux des intérêts des ex-députés. La grande bataille républicaine de M. Mendès tourne en eau de boudin : chacun se débrouille et Dieu (la bourgeoisie !) reconnaîtra les siens.

La plupart des journaux du centre, de Gringoire à Rivarol, en passant par le Figaro, suggèrent que les apparentements soient limités pour éviter d'écraser trop le Parti socialiste, d'accentuer sa rupture avec le « centre-droit ». Ainsi, en dépit des appétits locaux et des surenchères électorales, ces élections prennent leur physionomie réelle d'élections préfabriquées qui ont toutes chances de ramener une Chambre semblable, comme une sœur, à la précédente.

Cela signifie que rien ne sera réglé. Que la bourgeoisie aura gagné quelque mois au prix d'une plus totale déconsidération de son système parlementaire. Mais au point où elle en est, elle n'a plus d'autre choix que de durer...

Jean PERRIN.

(Suite page 2.)

« Les civils avec nous »

C'EST avec ce mot d'ordre que les jeunes rappelés du 93 Régiment d'Infanterie défilent de Courbevoie jusqu'aux Champs-Elysées. Ils comprennent que leur manifestation ne peut vraiment être efficace et aboutir à leur libération qu'avec l'appui du mouvement ouvrier. Cette lutte courageuse, quand on connaît l'arbitraire militaire, démontre la volonté d'en finir avec le régime capitaliste de misère et de sang.

Crétinisme parlementaire ?

Que proposent le P.C.F. et l'U.F.D.R.F. : il faut que vous votiez pour la « gauche » et si vous votez bien, alors, finie la guerre en Afrique du Nord et le contingent sera libéré.

C'est faux !

Le P.C.F. sait très bien que le Parlement et les élections ne règleront pas les problèmes de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc et par là-même, la question des mutineries et du contingent qui meurt pour que vivent Blachette, Botzeau et Cie.

Pourquoi alors entretenir dans la classe ouvrière et chez les jeunes des illusions parlementaires ?

Parce que les stalinien ne veulent pas d'action.

De la même façon que lors des grèves de Nantes la direction du P.C.F. a combattu les « provocateurs » en dénonçant les « provocateurs » flics ; à Rouen, la manifestation de la population ouvrière contre l'envoi du contingent était taxée de provocation. Deux combats des ouvriers, une seule politique du P.C.F. : rester dans le cadre de la « lutte » parlementaire ».

Le parti socialiste adopte la même méthode. Ce parti se prodigue en vœux pieux pour la libération du contingent, mais qu'attend-il pour proposer une manifestation dans la rue des jeunes et des travailleurs contre ces mesures impopulaires entre toutes.

La même crainte que les dirigeants du P.C.F. les fait agir : la crainte de *l'action des ouvriers et des jeunes.*

Les syndicats, aussi bien la C.G.T. que F.O., adoptent la politique du P.C.F. et du P.S. sur cette question.

Pourtant l'action est possible.

Oui, seule l'action des civils peut entraîner les gouvernements à capituler sur cette question importante. Outre les milliards engloutis dans cette nouvelle « sale guerre », le sang des jeunes ouvriers coule. C'est parce qu'ils ne veulent pas combattre pour les colons et contre les travailleurs Nord-Africains que les jeunes soldats s'engagent dans ce combat difficile qu'est la lutte dans l'armée. Si les jeunes peuvent sa battre dans de telles conditions, pour nous, travailleurs, les conditions étant incomparablement plus favorables, la manifestation est autrement moins difficile à organiser et elle seule permettra aux jeunes mobilisés de lutter beaucoup plus sûrement, car ils ne se sentiront pas isolés de l'ensemble des travailleurs, leurs camarades d'hier et de demain.

J. LEGER.

La bureaucratie soviétique cherche un arbitre

TOUTE sa vie Staline eut à jouer le rôle d'arbitre suprême entre les diverses tendances qui déchiraient la bureaucratie soviétique. Il le faisait en frappant à droite et à gauche, noyant périodiquement les contradictions dans des purges sanglantes.

A sa mort la situation était telle, que les forces divergentes, trop longtemps maîtrisées, menaçaient de faire éclater la société soviétique toute entière. Aussi ses successeurs eurent-ils à résoudre deux tâches urgentes pour sauver les privilèges de la bureaucratie toute entière.

D'une part réaliser au plus tôt un accord entre les différentes tendances existant au sein de l'oligarchie du Kremlin en instaurant la direction collective du pouvoir.

D'autre part trouver un nouveau palier de rapports avec les masses soviétiques de plus en plus impatientes de profiter du développement de l'économie de l'URSS, rendu possible par la grande conquête de la révolution d'octobre : la planification de la production. D'où la promesse d'un relèvement rapide du niveau de vie de la population.

Mais, loin de trouver une solution, même provisoire, à cette double préoccupation, la bureaucratie soviétique n'a pas pu, et ne pourra jamais, jusqu'à sa disparition, obtenir de l'Histoire la « pause » qu'elle recherche éperdument, pour perpétuer ses énormes privilèges.

Bien au contraire, la crise n'a fait que s'amplifier extraordinairement depuis la mort de Staline, et la lutte pour le pouvoir, entre les différentes couches de la bureaucratie — soigneusement camouflée — transpire au travers de toutes les mesures contradictoires prises ses derniers temps.

LES DIRIGEANTS S'AFFRONTENT

Laissons aux commentateurs petits-bourgeois, le soin de développer les thèmes de la démocratisation progressive de la bureaucratie et examinons sérieusement les manifestations quotidiennes de la lutte qui l'écartèle sous nos yeux.

Déjà, à la session plénière du Comité Central de juillet dernier, Khrouchtchev s'est vu « circonscrire par les pouvoirs rigeant. C'est Boulganine qui rapporte sur le relèvement de l'industrie. Khrouchtchev doit se contenter de rapporter sur les relations des pays frères avec la Yougoslavie. Et les problèmes agricoles qui sont sa chasse gardée, ne sont évoqués que par des subalternes. Le deuxième acte devait être l'autocritique de Molotov dans la « Pravda » du Comité Central : le « Kommounist » où il reconnaît son erreur d'avoir écrit que seules les bases du socialisme existent en URSS, alors que le dogme stalinien a toujours affirmé que le socialisme est déjà instauré. En contraignant Molotov à reconnaître publiquement son erreur, Khrouchtchev met en garde la fraction de la bureaucratie qui aspire à se libérer rapidement des entraves de la planification et qui cherche à trouver en Boulganine un dirigeant plus « compréhensif » de la tendance à l'« initiative privée » des grands responsables des branches d'industries.

Peu après Khrouchtchev doit répondre à une nouvelle attaque de ceux qui visent à minimiser son rôle de premier secrétaire du parti. Permettant les cartes à la méthode stalinienne classique il fait dénoncer par la « Pravda » du 19 octobre « ceux qui ne veulent écouter aucune critique ni observation et veulent imposer leur volonté à tout prix ».

Le 27 octobre, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance du biologiste Ivan Mitchourine, une attaque plus hardie était poussée contre la politique agricole du secrétaire du parti. Fait symptomatique, Khrouchtchev n'assiste pas à la séance solennelle qui se déroule au Grand Théâtre de Moscou, alors que Malenkov y siège bien en vue. De plus, l'académicien Lysenko, chargé du discours officiel, passe rapidement sur la politique de défrichage des terres vierges chère à Khrouchtchev et insiste sur la nécessité d'accroître la culture intensive que Malenkov a toujours soutenue.

N'est-ce pas un ballon d'essai que Khrouchtchev lance à son tour le 4 novembre, lorsqu'il se fait attribuer le titre de secrétaire général à l'occasion d'un télégramme de remerciement adressé, après son départ de l'URSS, par le vice-premier ministre de Nouvelle Zelande ? Seul Staline avait eu droit à ce titre et Khrouchtchev n'est que premier secrétaire du Comité Central. Cette initiative « malheureuse » devait être démentie dès le lendemain.

Enfin, il faut souligner que c'est Kaganovitch et non Khrouchtchev ou Boulganine qui prononce le discours traditionnel au grand Théâtre de Moscou, à l'occasion du 38e anniversaire de la révolution russe. Aucune des tendances en présence ne pouvait accepter que l'un des deux leaders parle. Il fallait un troisième homme. Kaganovitch eut d'ailleurs le souci de donner à son discours un ton de neutralité.

Aussi, les tendances dissolvantes qui minent la bureaucratie, ont été plus fortes jusqu'à maintenant que son désir de remettre son sort entre les mains d'un nouvel arbitre suprême.

RETOUR A LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE

La gestion économique de la bureaucratie soviétique, hissée au pouvoir grâce au recul du mouvement révolutionnaire en Europe au lendemain de la victoire d'octobre, devient de plus en plus intolérable aux masses.

Monstrueusement développée, s'attribuant une part importante du revenu national, la bureaucratie est un obstacle au développement ultérieur des forces productives. Le niveau de la production soviétique, quelque bas par rapport aux pays capitalistes les plus industrialisés, s'est élevé après la deuxième guerre impérialiste. Ce niveau atteint, la situation exige impérieusement que soit brisé le carcan bureaucratique qui étouffe toute l'activité du pays. Seul le rétablissement de la démocratie soviétique peut permettre à l'économie planifiée, de faire un bond en avant vers la construction d'une société socialiste.

Cette mission reste la tâche de la classe ouvrière de l'URSS qui sera amenée, inéluctablement, dans la période qui vient, à se dresser ouvertement contre l'oligarchie du Kremlin et à reprendre, par la violence, la direction politique du pays que la bureaucratie lui a usurpée.

Pour répondre à cette menace la bureaucratie essayera de resouder son front et tentera de remettre à un arbitre suprême le soin de sauver son régime parasitaire.

Mais la révolution politique conduite par la classe ouvrière mettra fin à sa gestion ruineuse et rétablira la démocratie soviétique.

E. BOIVIN.

Khrouchtchev chez Nehru

COMME d'habitude, Khrouchtchev veut se mettre en vedette partout, que ce soit à Belgrade, à Genève ou à la Nouvelle-Delhi. Le maréchal Boulganine prononce seulement les discours protocolaires. L'accueil triomphal et chaleureux reçu par les dirigeants russes a surpris Nehru lui-même. La foule hindoue qui ignorait même les noms de ces personnages glorieux, délibérément et sciemment voulu rendre hommage à la révolution russe. Ni Gandhi ni Nehru ne pouvaient jamais réunir autant de gens — et des hommes de la rue — pour les écouter. Le Président du Conseil hindou s'est rendu compte qu'une révolution qui a éclaté il y a 38 ans n'a jamais cessé d'inspirer la masse indienne. C'était un avertissement solennel à Nehru.

Khrouchtchev, qui n'osait jamais parler du vivant de Staline est devenu loquace depuis la disparition du chef bien aimé ! Mais il ne parle pas de la Révolution d'Octobre. Il présente Lénine comme un frère siné de Gandhi. Il prétonise la co-existence entre le capitalisme et le communisme. Le communisme aux Indes ne l'intéresse guère, le parti stalinien hindou encore beaucoup moins. Quand quelques parlementaires communistes déclarent qu'il ne s'intéresse pas aux Communistes, il dit qu'il ne fait pas de différence entre les Communistes et les autres hindous. Les Staliniens eux-mêmes en sont atterés.

Khrouchtchev est toujours en forme. Il mange avec les doigts à l'hindoue. Nehru lui apprend la façon de manger le gâteau hindou. Il se couche dans le lit improvisé du camp des boy-scouts. Il admire tout. Il parle de l'industrialisation, bien entendu par les moyens capitalistes. L'économie socialiste est bonne pour l'Union Soviétique. Mais l'Inde est libre de choisir le capitalisme.

Les louanges de la politique Nehru faites par le Secrétaire Général, permettront une fois de plus au parti gouvernemental hindou de battre les Communistes dans la lutte électorale de l'année prochaine. Les partisans de Nehru ne cachent pas que la bataille politique contre les « Communistes » est déjà gagnée. Qui peut nier maintenant la politique « gauchiste » du Premier Ministre hindou ? Certainement pas le parti stalinien hindou. « Le peuple Soviétique », dit Boulganine, approuve du fond du cœu les efoirts du peuple et du gouvernement de l'Inde pour l'avènement et la consolidation de la paix. »

Mais la réaction à l'étranger, surtout en Angleterre, est très violente aux déclarations de Khrouchtchev. Pour les Chancelleries occidentales, l'amitié de la masse indienne pour l'Union Soviétique est vraiment exécrable. Elles n'ignorent pas que c'est la révolution russe qui est en réalité adorée par la masse asiatique. On connaît bien M. Nehru. Il ne sera pas mal jugé. Il n'est pas un Communiste. Mais une manifestation si éclatante — une manifestation de la solidarité du peuple opprimé pour l'Union Sovitique, est sans doute, un exemple néfaste !

Selon M. Eden, « l'intelligence démocratique », qui n'existe évidemment pas en Asie) doit éviter une manifestation de semblable solidarité pour l'Union Soviétique au cours de la prochaine visite des dirigeants russes en Angleterre. En réalité, les soi-disant mesures de sécurité qui seront prises en Angleterre doivent éviter les contacts entre les Soviétiques et la masse. Ce qu'on reproche à Nehru, c'est qu'il a fourni la « plateforme » à Khrouchtchev. Mais cette plateforme existe toujours partout depuis 1917. Khrouchtchev malgré lui représente cette plateforme. On ne lui pardonne pas facilement, malgré sa politique de « co-existence » Khrouchtchev en est lui-même embarrassé. L'accueil de la masse hindoue était aussi embarrassant pour lui. C'est pourquoi il fait des plaisanteries, et n'a pas parlé de la révolution russe. Les visites de Khrouchtchev et Boulganine aux Indes ont bien permis aux bureaucrates russes de savoir que l'esprit d'Octobre est bien vivant, malgré ses fossoyeurs.

— Pour le succès des 40 francs !
— Pour la grève générale !
— Pour la fin de la sale guerre d'Afrique du Nord !

ADHERE au Parti Communiste Internationaliste

Un jeune écrit d'Algérie

ON vient d'apprendre avec stupéfaction cette décision qui prolonge le service de six mois. C'est à peine croyable ! Quel cadeau quel opinion ! Les réservistes rentrent et l'on en prolonge pour faire payer ceux qui restent. Que pense de cela la population ? Y a-t-on nous laisser tomber, exposer cela comme un moindre mal ? Voici trois mois que nous sommes ici ; les temps se sont de plus en plus durs et il nous semble qu'on nous oublie, je l'assure que c'est pas pourrait depuis quelques temps ici. Les gros sont de garde de tous les trois jours sous la pluie et dans le froid. La solitude commence à nous peser et l'espoir d'un retour en France nous abandonne.

Plus que deux mois, disient les uns, six mois disient les autres. C'était pas la mer à boire. Et voilà que tout est reporté des mois en arrière. C'est bien simple, on a y croit pas. On ne veut pas croire surtout que l'opinion se réagira pas. Il en fait si les partis, les syndicats se font yeux de sérieux, c'est bien un signe de faiblite complète. On pourra imprimer des journaux, faire des congrès et voter des résolutions pathétiques, nous, on s'en contre-balance cent. La météorologie politique ne nous intéresse plus, nous savons que les perturbations, les pressions, les dépressions n'ont pas de sens et ne peuvent exercer l'espoir. Ce qui passionner les militants des partis politiques ou les gars curieux de l'avenir du pays, nous ici on vit entre les fils

(Suite page 2.)

Numérisation CERMTRI

La C.G.T. veut surtout tourner en rond

M. DREYFUS, directeur général de la Régie Renault, a fait école.

Les accords qu'il a conclus avec les organisations syndicales de l'entreprise qu'il dirige font tache d'huile.

On comprend très bien les raisons.

Ce qui a été baptisé « les accords Renault » a, dans l'esprit du patronat et du gouvernement, l'ambition d'arrêter les luttes ouvrières, de codifier les rapports patronat-travailleurs, de mettre fin aux revendications ouvrières par la promesse d'augmentations dérisoires et la satisfaction d'avantages secondaires.

De plus, ces accords veulent être une proclamation solennelle de la bonne volonté des deux parties de s'entendre à l'amiable et de régler tous les conflits de manière pacifique.

Les accords Renault sont, à l'échelle de l'entreprise, l'affirmation d'une politique d'union nationale « sincère et honnête ».

La polémique qui a opposé M. Dreyfus au syndicat C.G.T.-Renault à parfaitement confirmé ce caractère. La réponse que la C.G.T.-Renault adressait à M. Dreyfus la semaine dernière a parfaitement démontré à quel point la C.G.T. était soucieuse de ne pas être tenue à l'écart d'une telle entente patronat-syndicat.

Les organisations syndicales de chez Renault ayant donné leur caution à la politique patronale de collaboration des classes, le C.N.P.F. a décidé de pousser un peu plus loin son offensive.

Après Renault, c'est Peugeot qui prend l'initiative de signer des accords similaires.

Le fonds est identique, des engagements sont demandés aux organisations syndicales, les avantages « concédés » sont aussi dérisoires dans un cas que dans l'autre.

Petite nuance !

La C.G.T. qui, chez Renault, s'est estimée lésée parce qu'elle n'avait pas signé les accords a, cette fois, pratiqué une autre politique:

Tout d'abord, elle n'a pas fait de la dénonciation des accords, le préalable nécessaire à leur signature. C'est peut-être plus logique grammaticalement, cela c'est beaucoup moins pour les ouvriers. Ensuite, l'accent est mis sur le caractère « positif » des accords, les clauses restrictives subissant une critique mineure. Enfin, sans prendre position sur le fond de l'accord — est-il bon, est-il mauvais, — la C.G.T.-Peugeot déclare sans plus d'embarras qu'elle va consulter les travailleurs.

Chacun sait ce que cela veut dire.

Se réfugiant derrière une démocratie formelle, la C.G.T.-Peugeot signera la volonté ouvrière.

Et les militants C.G.T. du chez Peugeot ?

Et la dénonciation de la manœuvre patronale ?

Et les prescriptions qu'il faudrait opposer à cette politique des accords-maisons ?

Foin de tout cela.

L'important n'est-il pas de donner des preuves palpables de la bonne volonté des bureaucrates cégétistes à participer, avec quelques réserves il est vrai, à la politique chloroformante du patronat et du gouvernement ?

Après cela, allez donc parler du retour au pouvoir d'achat de 1938, des 40 heures payées 48, de la préparation à la grève générale, de l'instauration du pouvoir ouvrier.

Il n'y a que les empêcheurs de tourner en rond qui peuvent invoquer de telles choses.

Et la C.G.T. veut surtout tourner en rond !

François TARRAUT.

LES MEFAITS D'UNE POLITIQUE

Lettre ouverte à A. Lecœur

Déjà au moment de la « drôle de guerre » le sectarisme aveugle et borné des dirigeants du PCF, attachés au fourgon de la politique personnelle de Staline, frappait tout ouvrier ou militant qui avait l'audace de dire non à une « direction » qui portait la perturbation dans les organisations ouvrières, pendant que le chef « génial » signait un pacte avec Hitler, pacte qui était responsable de la deuxième guerre mondiale !

Et bien, après cette catastrophe, rien n'était changé malgré le titre de « parti d'un type nouveau » ; les méthodes étaient toujours aussi néfastes pour l'organisation de la défense des intérêts de la classe laborieuse et les coups toujours réservés aux ouvriers ou militants qui ne voulaient à aucun avec-vous « l'immuable fils du peuple ».

Ce ne fut donc pas une surprise pour nous lorsque nous avons reçu un avis de la commission des conflits du syndicat de B.B. qui nous faisait savoir, qu'étant saisi d'une demande d'exclusion de la part de la section syndicale de la SNECMA Billancourt, nous étions exclus de la CGT pour les motifs :

1) Travail de désaggrégation contre les statuts du syndicat.

2) Travail de propagande pour Tito et de ce fait, ennemi des travailleurs.

Nous avons protesté contre de telles mesures et nous avons envoyé cette lettre au bureau de la section syndicale :

AU BUREAU DE LA SECTION SYNDICALE

Camarade,

A la suite de votre lettre du 23-3-50, lettre qui était signée par trois camarades du Comité Exécutif et qui critiquait avec toutes raisons les principes anti-démocratique et anti-statutaire de la préparation des élections dans l'entreprise; vous nous avez fait savoir à chacun qu'il n'est pas nous faire savoir que la Section Syndicale CGT demandait notre exclusion du syndicat.

Je ne voie vraiment pas la justification d'une telle mesure car dans les statuts du syndicat des travailleurs de la Métallurgie de Boulogne-Billancourt il est écrit ceci : Page 3, titre 2, Article 4.

« La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation.

« Le syndicat groupant les salariés de toutes opinions, aucun adhérent ne saurait être inquiété pour la manifestation de l'opinion qu'il professe en dehors de l'organisation syndicale. »

Alors où est la faute, de votre côté ou du nôtre ...

...Vous savez aussi que parmi le personnel des bureaux il existe un malaise à la suite de votre trifouillage.

Là encore je vous conseille de lire les statuts du syndicat, car ce qui est valable pour le conseil syndical, l'est aussi pour un C.E. conforme : Article 23, page 6 :

« La désignation de ces membres sera faite et basée, compte tenu des différents courants d'opinion qui auraient pu se manifester au cours des discussions. »

Vous êtes loin des principes statutaires et c'est bien dommage pour le mouvement ouvrier...

Pour toute réponse, un tract du PCF en date du 30-9-50, nous qualifiait de trotskystes, d'agents de Rayk et de Midzenski, de larbins à la solde de Truman.

Je me demande ce qui reste de toutes ces accusations après la réconciliation de Moscou et Belgrade !

Si les dirigeants de l'URSS d'aujourd'hui ont, dans la reprise des relations avec le Parti Communiste Yougoslave, reconnu que les fautes commises incombaient à la politique de Staline ; que si celle-ci avait porté un préjudice considérable au peuple yougoslave, cela était regrettable, mais que des dédommagements seraient versés par l'URSS, ils auraient dû reconnaître que cette même politique était à la base de l'assassinat d'un grand nombre d'hommes et de femmes qui avaient pour crime celui d'être trotskyste ou titiste, puisque dans tous les « procès », ces deux qualificatifs ont toujours été de pair pour condamner les « indésirables ».

Si les maîtres du pays du «communisme » ont, sur ce point, fait leurs « demi-autocritique », il serait bien et juste que Jacques Duclos en fasse de même pour tous les mensonges qu'il a écrit à ce sujet (sans parler des autres).

M. Duclos doit se souvenir de sa fameuse brochure sur « les crimes de Tito », brochure que j'avais emportée avec des articles de « L'Humanité », que j'ai discuté point par point pendant des heures en Yougoslavie avec des membres du parti Communiste Yougoslave en présence des responsables du comité central.

Sur dix « accusations » prises au hasard et contrôlable par la délégation ouvrière, pas une seule n'avait le moindre fondement.

C'est alors que nous comprenions l'acharnement que le PCF avait mis pour empêcher le départ de cette délégation, comme nous comprenons depuis, pourquoi ces mêmes responsables dénoncent comme provocateurs, policier ou trotskystes, tous les militants révolutionnaires qui démasquent les « serviteurs de la classe ouvrière ».

C'est donc par des mensonges que le « parti de la vérité » a fait exclure des organisations ouvrières des milliers de militants ; ca ne nia ni ne peut matériellement de faire plus — pendant que dans d'autres pays on les « liquidaient ».

Depuis, de la tête à la base, beaucoup d'autres militants ont subi le même sort, les mêmes calomnies ont été déversées, les mêmes déformations ont été employées. Dans tous les mouvements de la classe ouvrière (que ce soit août 53 ou Nantes en septembre 55) les militants les plus combattifs ont été qualifiés de trotskystes ?

On les a traités de « policiers » ? de provocateurs, d'agents du gouvernement ?

Comme si le fait de se battre contre les forces de répression pour son droit à la vie, méritait d'être insulté de policier, de provocateur et d'agent du gouvernement !

Quand tu dis (page 6) « que tous passeront mais que le parti demeurera », je ne pense pas comme toi.

1) Parce que personne n'est immortel (Thorez) ;

2) Parce qu'un parti ouvrier sans attache avec le peuple, n'est plus un parti ;

3) Parce que les centaines de milliers de travailleurs qui ont quitté les partis socialiste et communiste ainsi que tous ceux qui les quitteront encore (et ceux-ci persévéreront dans cette politique de haine) seront inévitablement dans quelque temps, la base expérimentée de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Comme beaucoup d'autres, il est vrai, je ne suis plus qu'un ouvrier inorganisé politiquement et syndicalement, mais cela ne m'empêche pas de participer dans la mesure de mes moyens à la lutte pour que « ça change ».

RENARD ROLAND,
ouvrier tourneur.

P.S. Ceci est une des nombreuses expériences vécues ; dans une prochaine lettre je te ferai connaître les autres, car tu étais encore un responsable de ces moments-là.

(1) Voir LA VERITE n° 332 et 333.

Déclaration du C.C. du P.C.I.

(Suite de la première page)

PARTOUT, LES TRAVAILLEURS VEULENT S'UNIR

Ce que veulent les travailleurs est simple : ils veulent s'unir dans les usines, les casernes, et les villages

— pour que soient expropriés les trusts, banques et grands propriétaires fonciers responsables de la misère, de la vie chère et des bas salaires.

— pour que cesse la guerre coloniale par le rapatriement immédiat du contingent et de toutes les troupes engagées dans les meurtrières opérations militaires en Afrique du Nord,

— pour le retour immédiat au pouvoir d'achat de 1938, les 40 heures sans diminution de salaires, la construction de logements au lieu de canons, la suppression des budgets de guerre.

Les trotskystes, conscients d'exprimer les aspirations au combat manifestées par les travailleurs en août 53, en août-septembre 1955, dressent un terrible bilan accusateur contre les dirigeants des « grandes » organisations ouvrières qui, au lieu de s'unir pour la satisfaction des besoins du peuple cherchent avant tout l'union avec les bourgeois responsables des maux qui accablent les masses populaires qui, au lieu de s'unir pour engager une action résolue contre le régime capitaliste, participent aux plus vulgaires combinaisons parlementaires et électoralistes.

PAS DE PARTICIPATION TROTSKYSTE A LA DUPERIE

Les trotskystes s'ils avaient mené campagne sur leur propre ligne de programme de classe. Jamais notre Parti n'aurait expliqué que le bulletin de vote et les élections de députés permettaient aux masses salaires d'imposer la satisfaction de leurs légitimes revendications.

Mais avec les élections truquées à un niveau encore jamais atteint à ce jour, sous le régime de l'apparentement, le CC de notre Parti réuni le 1 décembre 1955 a estimé que ce serait participer à duper encore plus les masses populaires que de présenter des listes pour cette consultation électorale du 2 janvier 1956.

Dans les circonstances actuelles, le Comité Central a jugé plus utile et plus efficace de consacrer les forces matérielles et militantes de notre Parti à renforcer son action pour que les travailleurs et jeunes soldats s'organisent sur le lieu de leur exploitation pour préparer la lutte d'ensemble, l'assaut contre la bourgeoisie et son Parlement de misère, de guerre et de répression.

En conséquence le C.C. a décidé la non-participation du PCI (trotskyste) aux élections du 2 janvier 1956.

Ces élections du 2 janvier 1956 faisant ce dimanche, c'est pour que sur le moindre temps d'arrêt dans la lutte des classes qui continue de Casablanca à Sfax, de Dunkerque à Marseille, dans les casernes comme dans les usines.

Partout se manifeste la volonté des exploités d'en finir.

Notre Parti appelle les travailleurs à s'organiser à la base, dans les usines et partout ailleurs pour préparer l'action qui, nécessairement, s'engagera contre le régime.

Notre Parti appelle les travailleurs à se regrouper, pour dans leurs luttes et dans leurs actions, préparer les moyens de la victoire.

CONSTRUIRE UN VERITABLE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Face aux trahisons des grandes organisations, il s'agit aujourd'hui de construire un véritable parti révolutionnaire en France, au programme clair, à la politique intransigeante, à l'action déterminée.

Les possibilités de la construction d'un tel parti existent aujourd'hui. Elles sont représentées par tous les militants ex-militants des organisations syndicales ou politiques ouvrières qui ont démissionné ou critiquent ouvertement la politique de leur parti. Ces possibilités, elles existent dans la présence de formations politiques authentiquement révolutionnaires, d'une faible importance numérique. Ces possibilités elles existent dans les centaines et milliers de jeunes qui étaient les premiers à tenir le haut du pavé à Nantes comme à St-Nazaire, à Rouen comme sur les Champs-Elysées.

C'est à tous ces ouvriers d'avant-garde, organisés ou non, que notre Parti s'adresse pour leur dire :

LA SOLUTION DE TOUTES VOS DIFFICULTES EST ENTRE VOS MAINS. ORGANISEZ-VOUS. REGROUPEZ-VOUS. FORMEZ LE PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE EN FRANCE. IL N'Y A PAS D'AUTRE VOIE POUR LE TRIOMPHE DE VOS ASPIRATIONS.

Alerte ! Une infamie se prépare

(EXTRAITS D'UNE LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS C.G.T. DE LA C.I.T.)

Ce mardi 29 novembre 1955, j'étais convoqué par la Commission Exécutive de la Section Syndicale CGT pour discussion de mon cas.

Que me reproche-t-on ?

— d'avoir exprimé mon opposition sur l'orientation des dirigeants CGT face aux mouvements de la classe ouvrière,

— d'appartenir à un parti politique le Parti Communiste Internationaliste (trotskyste) qui s'oppose à la politique de collaboration de classe du PCF et d'en avoir diffusé le journal d'entreprise.

Le dernier argument n'étant pas valable, l'article 2 des statuts de la CGT stipulant :

« Aucun syndiqué ne saurait être inquiété pour les opinions politiques, philosophiques ou religieuses qu'il professe en dehors du syndicat ».

...Que signifie aujourd'hui la proposition de mon exclusion ? Elle signifie que les dirigeants CGT veulent faire taire ceux qui ne sont d'accord. Le cas J. Selleron ne diffère pas du cas des 30 ¢¢ des militants CGT-Renault qui sont contre la signature des accords, dénoncés un mois plus tôt par ces mêmes dirigeants.

Elle signifie que les dirigeants CGT sont prêts à détruire la section syndicale plutôt que de reconnaître leurs torts, de tolérer qu'en toute démocratie on puisse critiquer la politique qu'ils appliquent.

Elle signifie que si je suis exclue aujourd'hui, demain quiconque ne suivra pas tous les virages aura le même sort.

Elle signifie qu'aujourd'hui le patron trouve son compte dans ce que le syndicat majeur du syndicat CGT soit d'exclure ses adhérents plutôt que de préparer la lutte d'ensemble pour nos salaires.

Les syndiqués CGT ne permettront pas qu'en achète la carte syndicale par le silence. Les syndiqués CGT ne permettront pas qu'on les bâillonne. Ils repousseront avec mépris la discussion sur mon cas et proposeront de passer aux choses sérieuses.

Elles sont nombreuses :

1) Faut-il oui ou non préparer la grève générale ?

) Comment faut-il l'organiser ?

3) Quelles propositions le bureau confédéral de la CGT doit-il faire aux bureaux confédéraux des autres centrales pour les convaincre de se battre tous ensemble contre le gouvernement et le patronat ?

4) Sur quelles revendications précises la préparation à la grève générale doit-elle s'organiser ?

5) Comment le syndicat et notre confédération entendent-ils apporter une aide efficace et active à la lutte que mènent les peuples d'Afrique du Nord pour leur libération, contre un ennemi commun ?

6) Comment le syndicat entend-il aider dans l'action la lutte des jeunes du contingent et des jeunes rappelés envoyés en Algérie, en Tunisie et au Maroc pour mourir au nom des intérêts qui ne sont pas les leurs ?

Le 7 décembre 1955.

Jeanine SELLERON.
Syndiqué CGT.

ALLEMAGNE ORIENTALE :

LES JEUNES S'EN VONT ...

La fuite des jeunes de la zone russe vers la république fédérale se poursuit sans diminuer. En octobre, 9.200 jeunes de moins de 21 ans ont été recensés dans les camps d'accueil de Berlin-Ouest et de l'Allemagne occidentale, et le nombre de jeunes immigrants est apprécié à 3.000 pour le même mois.

Cette situation est une cause de graves soucis pour le gouvernement de Bonn, comme le manifeste une circulaire du « Ministère des Réfugiés » à ses hauts fonctionnaires. « C'est incroyable », pensera le lecteur naïf — « tout autre gouvernement se réjouirait d'un tel afflux de forces soustraites à la jeunesse de l'état rival, pourquoi donc les messieurs de Bonn sont-ils si inquiets ? Craignent-ils le chômage et des difficultés économiques » En aucune manière : les jeunes seront absorbés sans difficulté par une industrie qui continue à se développer, la fin de la conjoncture favorable n'étant pas encore en vue. La plupart seront embauchés, à peine auront-ils posé le pied sur le sol de la république fédérale, par des firmes qui se livrent sur le marché du travail à une concurrence sévère, à des taux de salaires élevés : car les forces de travail jeunes sont recherchées par les entreprises désireuses de s'assurer un avantage pour l'avenir, lorsqu'elles viendront à faire plus en plus. Non, ce n'est pas l'entrée des jeunes réfugiés qui rend nerveux les gens de Bonn, mais bien leur entrée dans la société, car ils « proviennent d'un milieu social complètement différent, et ne peuvent se faire sans difficulté à l'entourage libre inhabituel ». Traduit de l'allemand des fonctionnaires de Bonn, cela veut dire : ces jeunes gens sont des socialistes, des adeptes de Marx et de Lénine, qui voient dans la révolution d'Octobre une grande victoire du prolétariat et connaissent très bien la fragilité de l'état d'Adenauer, de l'état de la grande bourgeoisie. Mais ils savent très bien aussi que les bureaucrates de l'U.R.S.S. et d'Allemagne orientale trahissent le prolétariat, et sont d'autant plus dangereux qu'ils ne se laissent pas endormir par les bavardages pacifistes des partis staliniens sur la coexistence.

Des conflits avec les bureaucrates les ont contraints à la fuite à l'Ouest qui, malgré son apparence de prospérité, ne leur en impose pas ; ils ne sont pas venus pour se réjouir du miracle allemand, mais pour continuer la lutte pour une Allemagne socialiste révolutionnaire. Et c'est pourquoi, malgré les besoins criants de l'industrie en forces de travail, le gouvernement d'Adenauer n'en veut pas.

Pourtant ces messieurs se trouvent devant un dilemme. Comment se débarrasser des faces qu'ils ont évoquées lorsqu'ils croyaient que, désillusionné par la trahison des bureaucrates, la population de la zone russe était devenue anticommuniste et réactionnaire ?

Une feuille néo-nazie a proposé de refouler purement et simplement ces « agents communistes ». Mais la chose n'est pas si simple, et une telle mesure se heurterait à la Constitution, que l'on ne veut pas encore violer ouvertement. Il faut donc laisser entrer cette dangereuse jeunesse, et exiger d'étouffer à tout prix l'esprit révolutionnaire qu'elle apporte avec elle.

C'est ainsi que les jeunes sont dirigés, avec une douce contrainte, vers des foyers confessionnels, ou des prêtres zélés pourront travailler à leur rééducation ; mais ce moyen s'avère toujours insuffisant. Il ne manque pas non plus d'espions, qui doivent surveiller les réfugiés suspects, et les menacer des « mesures d'expulsion contre les communistes » s'ils se permettent d'adhérer au Parti Socialiste ou aux Syndicats.

Malgré tout, les réactionnaires de Bonn n'ont pu empêcher que 10% des 700.000 jeunes qui se sont réfugiés en Allemagne Occidentale depuis 1949 appartiennent aux syndicats et y constituent des éléments de gauche, révolutionnaires ; ils ne pourront davantage empêcher les jeunes réfugiés de la zone orientale de s'incorporer à l'avant-garde prolétarienne, lorsque l'heure du combat sera venue contre les impérialistes de l'Ouest et les bureaucrates staliniens de l'Est.

B. GERLAND.

TOUS LES VENDREDIS
LA VERITE
EST DANS LES KIOSQUES

★

S. P. E. L.

POUR LES FETES,

Offrez des livres

ACHETEZ-LE A NOTRE

SERVICE DE LIBRAIRIE

46, rue l'Arbre-Sec, PARIS 1er

C.C.P. 6032-01 Paris

Commandes livrées dans les huit jours.

Franco de port.

Recherche de livres rares du mouvement ouvrier.

« La Vérité »

Cheminots

(EXTRAITS)

La lutte contre le retrait du contingent, contre le rappel des classes, contre la guerre d'Algérie s'accentue malgré l'inertie plus ou moins apparente des partis « ouvriers » P.S. et P.C.F.

. . . . . .

Il est vrai que pour les dirigeants du P.C.F., les jeunes qui ont manifesté à Paris sont des « provocateurs », ne voulant pas mourir pour les Borgeaud et Cie ; comme d'ailleurs les travailleurs de Rouen qui se sont battus dans la rue contre les C.R.S., comme les ouvriers qui se bagarraient sur le pavé de Nantes, comme les travailleurs qui revendiquent l'augmentation égale pour tous et la préparation de la grève générale. Les dirigeants du P.C.F. veulent montrer patte blanche à la bourgeoisie française.

Aujourd'hui, E. Faure tente d'isoler la lutte du peuple algérien de celle du Maroc et de la Tunisie. Pour mieux le frapper, il réprimer, il a trouvé les voix des députés du P.S. et du P.C.F. pour lui accorder la confiance lors du vote à l'Assemblée nationale sur sa politique marocaine.

Les protestations platoniques des ces « partis ouvriers » ne peuvent masquer leur trahison de la lutte du peuple algérien. P.S. et P.C.F. sont d'accord pour défendre le statut de 1947 que le peuple algérien rejette, ils sont partisans d'une « véritable Union française » alors que le peuple algérien, son dirigeant Messali Hadj, le mouvement nationaliste demandent :

— indépendance totale de l'Algérie,

— élection d'une Assemblée Constituante Algérienne.

Le peuple français ne laissera pas exécuter les condamnés à mort algériens, il amplifiera la lutte pour le retrait du contingent, pour le retour des rappelés à leur foyer.

Lettre d'Algérie

(Suite de la première page.)

barbelés, on est réveillés en pleine nuit pour aller en opérations, on s'emmerde dur.

Il nous faut des résultats positifs ; une action concrète et résolue. Tu vois, ca qui me fait rager, c'est qu'à ce train-là, je ne vois pas pourquoi dans six ou douze mois il y aura quelque chose de changé . Duclos pourra crier au scandale, Bourdet tiou, de son côté, les sociaux également, etc... ça fera des lamentations légitimes de menaces et d'exhortation et puis on sera tous à X... « garde à vous ! repos, pour la France, en avant ! »

Tu vois, il n'y a qu'une chose qui nous ait remonté. C'est la réaction des gars dans les casernes à Paris ou ailleurs : chapeau pour eux. Ils laissent loin derrière eux tous les spécialistes de la politique et c'était peut-être des paysans. Et ils ont peut-être fait plus pour nous que tous les partis qui nous « défendent ».

Le 93e R. est dans la région. On se chargera de les mater, paraît-il, je n'en doute pas.

Comme tu vois, le moral n'est pas fameux en ce moment. C'est que six mois de rab, ça représente une sale tuile pour nous. J'en ai donc encore pour un an et ce sera interminable...

Libérez-les

(ORDRE DU JOUR DE LA SECTION DU RHONE DU S.N.I.)

Le Conseil Syndical de la Section du Rhône du SNI, réuni à la Bourse du Travail de Lyon, le 24 novembre 1955, considérant la position définie par lui dans son ordre du jour de septembre :

— Renouvelle sa protestation contre le maintien sous les drapeaux au delà de la durée légale d'une partie du contingent ;

— S'élève contre l'utilisation du contingent en Afrique du Nord, à des fins de répression ;

— Considère qu'une action en ce domaine sur le plan corporatif est insuffisante ;

— Demande au Bureau National de prendre la tête d'une vaste campagne contre le maintien du contingent ;

— Mande le Bureau de la section pour organiser une telle campagne sur le plan départemental.

Il y a 30 ans

Le P.C. et la guerre du Rif

Au début de l'année 1925, pour parachever la conquête du Maroc, le gouvernement français enterprend de soumettre le Rif et déclenche la guerre. Sous la conduite d'Abd-el-Krim, le peuple rifain résiste héroïquement.

Trente ans plus tard le gouvernement français entreprend la guerre contre le peuple algérien. Comme il y a trente ans, le contingent est engagé ; chaque jour des jeunes tombent.

Il y a trente ans, le Parti Communiste a mené une lutte acharnée contre la guerre du Rif. Les formes de cette lutte constituent une exemple qu'il n'est pas inutile de remettre sous les yeux des travailleurs de 1955.

Des comités d'action contre la guerre du Rif sont créés dans toute la France et multiplient délégations, meetings, actions dans les usines.

17 mai 1925, « L'Humanité » : « *Splendide meeting à Luna-Park. Plus de 15.000 travailleurs condamnent la guerre du Rif.* »

7 juin 1925, « L'Humanité » : « *Une délégation d'ouvriers et de ménagères reçue à la Présidence du Conseil réclame la cessation immédiate des hostilités, le retour sans délai des troupes françaises.* »

25 juin 1925, « L'Humanité » : « *Grande souscription nationale contre la guerre du Maroc, pour que nos affiches, nos papillons, tracts, journaux, diffusent les mots d'ordre du comité d'action dans toutes les villes et villages.* »

12 octobre 1925, GREVE GENERALE :

« *Travailleurs des villes et des champs, protestez aujourd'hui contre les guerres impérialistes du Maroc et de Syrie, contre les impôts Caillaux. Exigez la paix immédiate et l'évacuation du Maroc. Grève générale!* » (« L'Humanité »).)

Au cours de la manifestation, l'ouvrier Sabatier est tué. Cent mille travailleurs suivront ses obsèques.

⁂

Le Parti Communiste subit la répression. Au 20 juillet 1925 :

80 arrestations ; 500 poursuites ; 230 mois de prison ; 260.000 francs d'amendes, infligés à des militants du P.C. pour leur action contre la guerre du Rif. (« L'Humanité ».)

Après la grève générale du 12 octobre, il y eut 500 arrestations, dont de prison (dont Cachin, Monmousseau, Thorez, etc...).

ACTION DES TRAVAILLEURS

(Suite de la première page.)

Ces comédies seraient simplement grotesques, et finalement réjouissantes pour les travailleurs, si les partis ouvriers » qui sont censés représenter leurs intérêts ne s'y vautraient avec une totale complaisance.

Impuissant comme la bourgeoisie elle-même, le Parti Socialiste accepte de voir sa représentation parlementaire diminuée (lui qui pourtant n'a d'autre espoir que dans le parlementarisme pour améliorer le sort des masses !) plutôt que d'engager une politique d'unité d'action P.C.-P.S... Non qu'il craigne réellement le « coup de Prague » : M. Depreux s'est rendu à Moscou et sait fort bien à quoi s'en tenir. Mais la direction du P.S. craint qu'au travers de ce rapprochement les masses ouvrières ne débordent leurs directives et ne poient dans l'action le problème du régime et du pouvoir.

Quant au P.C.F., ses propositions d'apparentement au Parti Radical sont également significatives de sa volonté de ne pas poser les problèmes essentiels, de son souci unique de s'intégrer dans le jeu parlementaire bourgeois comme gage de la « politique de Genève » et de la volonté de défaite du Kremlin.

Les travailleurs, de plus en plus nombreux, regardent avec mépris ces jeux de cirque — et, de plus en plus nombreux, englobent dans leur mépris les directions du P.S. et du P.C.F qui s'y sont intégrées. Ils savent qu'aucun des problèmes de l'heure — les salaires, la libération des peuples d'Afrique du Nord et la fin de la « sale guerre », le retour des jeunes ne seront réglés par ces palinodies électorales.

C'est pour exprimer ce dégoût et cette colère que le Comité Central du P.C.I. a décidé de ne pas participer à la mascarade électorale du 2 janvier 1956. C'est en suivant l'exemple de St-Nazaire et de Nantes, de Rouen et de Courbevoie que les travailleurs imposeront leurs solutions à la crise du régime — qui est la crise de la bourgeoisie française et la crise de directions « ouvrières » définitivement faillies.

Jean PERRIN.

Abonnez-vous à

LA VERITE

6 mois : 400 francs.
1 an : 800 francs.

C.C.P. : Société de Presse, d'Edition et de Librairie,

6032-01 PARIS.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : RENARD.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - PARIS-9